



MANIFESTE POUR LE NON A LA CONSTITUTION EUROPEENNE

Alors que nos compatriotes se désintéressent généralement des affaires européennes, aujourd'hui, nous insistons pour qu'ils débattent, votent et disent **non** à la ratification du traité constitutionnel car le moment est d'une grande importance. En adoptant ce traité, la France et ses partenaires continuent un partenariat et des politiques qui ont accéléré notre déclin. Directement inspiré de l'expérience institutionnelle française, le statut de région ultrapériphérique fondé sur l'adaptation des politiques et règlements européens pour tenir compte de notre situation, au lieu de nous donner des moyens d'utiliser l'appui européen pour la seule chose qui compte pour nous à savoir notre développement, a au contraire accéléré notre destruction, notre marginalisation et notre régression.

Le marché unique expression directe du libéralisme a étranglé nos productions et notre volonté de produire faisant de notre pays un supermarché assisté qui profite de la baisse des prix des produits en provenance d'Asie. **La libre circulation des personnes** est entrain de modifier la composition de notre population avec l'installation sur notre territoire de travailleurs en provenance de partout. **La libre circulation des biens et des capitaux** a favorisé l'appropriation du capital des guadeloupéens par des étrangers. **La liberté du commerce entre les pays** a favorisé nos voisins qui peuvent exporter chez nous sans payer de droits de douane alors que nos exportations chez eux sont fortement taxées. **Quant à l'autonomie de décision régionale** prônée par l'Europe, elle n'a pas résisté à l'ambiguïté du statut et à la réticence des Autorités françaises qui récemment encore ont refusé de constitutionaliser l'intervention du Département et de la Région lors de l'adoption de directives européennes. En réalité l'adaptation qui est de la compétence de la Commission Européenne gardienne de la pureté juridique communautaire nous a simplement contraint de nous fondre dans l'Europe et non aux règles européennes de s'adapter à nous. Pour faire bonne figure les autorités européennes ont permis aux collectivités locales de percevoir un octroi de mer qui a perdu son essence à savoir sa capacité à défendre et promouvoir notre richesse économique. Les politiques qui ont approuvé ce coup bas se sont rendus responsable d'un véritable crime contre notre pays que nous payons très cher en, chômage, inégalités et en retard. Par ailleurs, les fonds européens, qui selon certains coulent à flot chez nous, ne sont qu'une restitution puisque les contribuables guadeloupéens et français financent l'Europe et la France reçoit moins que ce qu'elle donne. Ils ont été exclusivement affectés à la construction d'infrastructures qui n'ont pas assuré notre décollage économique tout en générant des coûts d'entretien qu'il nous faudra bien payer un jour. Ils sont devenus un des éléments du système d'assistance imposé à notre pays. Vingt ans **« d'ultrapériphérisme »** ont engendré un pays fragile et agonisant à qui l'Europe s'apprête à donner le dernier coup de poignard en négociant naturellement sans nous puisque de toute évidence nous ne sommes pas capable de comprendre ces enjeux un marché caraïbe unique.

Dire non à ce traité c'est dire non à une mondialisation libérale dont l'Europe est un des pivots qui favorise les puissants et étouffent les petits comme nous.

Dire non au traité c'est refuser une démocratie fondée exclusivement sur un homme une voix qui nous voue à la disparition.

Dire non au traité c'est dire non à une stratégie économique aberrante qui nous étouffe au lieu de nous développer. **Dire non au traité c'est dire non à notre mise sous tutelle** par des fonctionnaires situés à Bruxelles et à Paris.

Dire non au traité c'est aussi dire oui au sursaut de notre pays, à une renégociation de notre position au sein de l'Union Européenne, à l'abandon des fausses solutions de l'assistance généralisée mâtinée de mépris et à la construction d'un ensemble solide et exemplaire.

CONVENTION POUR UNE GUADELOUPE NOUVELLE

22 BIS RUE ALEXANDRE ISAAC – POINTE-A-PITRE